

LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN FACE À LA CRISE : PROPOSITIONS DE RÉFORME

REAL INSTITUTO ELCANO



I. Introduction

Malgré s'être forgée aux Etats-Unis, la crise financière et la récession économique qui l'a suivie ont un fort impact économique, politique, social dans l'Union Européenne. De fait, la crise, en ayant un coût fiscal important, a donné une nouvelle dimension au débat sur le futur du modèle social européen, qui était déjà sur la table depuis que, avec la globalisation, se posa la question sur la compétition entre les différents modèles d'économie de marché.

Ce document analyse brièvement les origines et l'impact économique et social de la crise dans l'Union Européenne, en explorant tant la réponse européenne à cette dernière que les matières qui n'ont pas encore été traitées. Deuxièmement il analyse dans quelle mesure les modèles sociaux européens peuvent se voir altérer par les conséquences à moyen et long terme de la crise.

II. De la crise financière à la récession économique et la convulsion sociale.

La crise économique globale est le résultat de trois éléments combinés : la libéralisation financière de la décennie quatre-vingt-dix, qui n'a pas été accompagnée d'un nouveau règlement adéquat ; l'excès de liquidité globale, produit principalement par la négligence politique monétaire des Etats-Unis après la décélération cyclique du début de cette décennie ; et le surgissement de l'Asie, avec son énorme capacité d'épargne, laquelle a créée une offre de ressources qui a été traduite en augmentation de la dépense et, par conséquent, en un boom économique aux Etats-Unis. Ces facteurs ont nourri une euphorie financière qui a dénaturé la perception du risque, en portant à excès l'effet de levier de la banque et des entreprises et un surendettement pour les familles. Il est évident que, même si l'Union européenne a participé à ces phénomènes, elle n'a pas été celle qui a été à l'origine de la crise, bien qu'elle en subisse en effet ses conséquences.

Pendant les dernières années, le succès économique américain s'est reflété dans l'augmentation du prix des actifs (immobiliers ou non). Ceci, ajouté à un faible règlement du secteur bancaire non traditionnel, qui a permis le surgissement de nouveaux instruments et des institutions financières, a abouti à une bulle. La chute

des prix du logement aux Etats-Unis depuis mi-2007 a précipité la crise, car l'éclatement de la bulle a provoqué d'importantes pertes bancaires, en donnant lieu à une situation où les institutions financières se sont trouvées avec trop de dettes et peu de capital. Alors elles ont été obligées de vendre une partie de leurs titres (le manque de liquidité les empêchait de demander de nouveaux prêts à d'autres banques), ce qui a enfoncé encore plus les prix et à produit des pertes nouvelles, en plus de laisser sans crédit le secteur productif. Ce cercle vicieux de diminution de l'effet de levier et décapitalisation a été à la fois inévitable et global. Seule une forte intervention publique fin septembre 2008 a pu freiner l'effondrement du système financier mondial. Toutefois, rien n'a pu éviter une récession pratiquement globale, la pire depuis la Grande Dépression, qui a en outre d'importantes conséquences géopolitiques.

Selon les dernières prévisions disponibles en écrivant ce texte, le taux de croissance de l'économie mondiale en 2009 sera de -1.3%, le pire scénario depuis des décennies (données du FMI dans le tableau 1). Le revenu en capital global par personne se réduira et aura une récession simultanée dans tous les pays développés et une partie des émergents, ce que inversera partiellement le phénomène d'expansion du niveau de vie moyen qui a eu lieu dans les pays émergents dans les dernières années. Même si l'origine de la crise n'est pas en Europe, l'économie de la zone euro chutera de plus de 4% en 2009. Certains pays d'Europe de l'est, qui ont reçu d'énormes capitaux étrangers durant les dernières années, pourraient expérimenter de sévères diminutions de l'activité comme résultat de la « fuite de capitaux ». De son côté, le Royaume Uni, plutôt indépendant du secteur financier, expérimentera aussi une forte diminution en 2009.

Tableau 1. Production mondiale (changement en pourcentage Annuel)

	2007	2008	2009	2010
Production mondiale	5.2	3.2	-1.3	1.9
Economies avancées	2.7	0.9	-3.8	0.0
Etats-Unis	2.0	1.1	-2.8	0.0
Zone Européenne	2.7	0.9	-4.2	-0.4
Japon	2.4	-0.6	-6.2	0.5
Canada	2.7	0.5	-2.5	1.2
Royaume Uni	3.0	0.7	-4.1	-0.4
Autres économies développées	4.7	1.6	-4.1	0.6
Marchés émergents et pays émergents	8.3	6.1	1.6	4.0
Marchés émergents	8.3	6.1	1.5	3.9
Autres pays émergents	8.3	6.5	3.2	4.7
Afrique	6.2	5.7	2.0	3.9
Afrique Subsaharienne	6.9	5.5	1.7	3.8
Europe centrale et orientale	5.4	2.9	-3.7	0.8
CEI	8.6	5.5	-5.1	1.2
Asie en développement	10.6	7.7	4.8	6.1
Asie du Sud	8.7	7.0	4.3	5.3
Inde	9.3	7.3	4.5	5.6

Asie Orientale	11.4	8.0	5.1	6.4
Chine	13.0	9.0	6.5	7.5
Moyen Orient	6.3	5.9	2.5	3.5
Amérique Latine	5.7	4.2	-1.5	1.6

Estimations

Source : FMI

La crise aura un impact social élevé partout dans le monde. Dans les pays développés, il pourrait provoquer d'importantes tensions sociales, mais prévisiblement moins virulentes que celles que peuvent expérimenter les économies émergentes, avec des états de bien-être plus limités. La diminution du crédit, de la dépense et du commerce a donné lieu à une augmentation des niveaux de chômage sans précédent. Le chômage atteint 18% en Espagne, 9% en France et Allemagne, 11% en Belgique, et se trouve dans l'ensemble de la zone euro à 9.2%, quand il y a à peine deux ans il était autour de 6% (au Royaume-Uni est 7.5% et aux Etats-Unis est 9.5%). Il n'y a pas de doute que les stabilisateurs automatiques et les réseaux de couverture sociale permettent que ces taux de chômage très élevés soient socialement tolérables et politiquement maniables, ce pourquoi dans l'Union Européenne on n'envisage pas qu'il puisse y avoir des tensions sociales qui provoquent une déstabilisation politique (bien que certains des nouveaux États membres de l'Europe de l'Est qui n'appartiennent pas à l'euro pourraient en effet souffrir de convulsions politiques). Ainsi encore il est essentiel de profiter de l'occasion qu'ouvre cette crise pour reformuler et prolonger la Stratégie de Lisbonne, un ensemble de politiques dont l'horizon temporaire initial était l'année 2010, pour pouvoir avancer dans les réformes qui dynamisent l'économie européenne et augmentent sa productivité. Ces défis sont depuis presque une décennie sur la table, mais les années de croissance ont fait qu'ils ne soient pas perçus comme urgents. En outre, beaucoup de ces politiques de libéralisation et réduction de la segmentation des marchés requièrent un grand consensus social. La crise peut être le stimulant nécessaire pour obtenir ce consensus et les aborder de manière raisonnable et pragmatique, et sans coût politique élevé.

La réponse européenne face à la crise financière.

L'union européenne a été capable de donner une réponse coordonnée à la crise financière et d'apporter le leadership politique et technique dans les moments d'incertitude maximale. Bien qu'après la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 les pays européens aient mis en marche des actions unilatérales et désorganisées, dans un court espace de temps l'Euro groupe, le Royaume-Uni, la Banque Centrale Européenne et le Président de la Commission Européenne ont adopté une position commune, qui a été ensuite appliquée à l'ensemble des vingt-sept Etats Membres de l'Union. Les garanties minimales des dépôts bancaires se sont étendues jusqu'à 50.000 euros pour favoriser la sécurité des épargnants et éviter que la réponse de chaque État membre soit perçue comme un « sauve qui peut » ; on a établi des mécanismes pour garantir les opérations sur le marché interbancaire ; et de même, on

a fixé des règles communes pour les paquets de sauvetage du système financier, pour lesquels on a débloqué plus de 2 billions d'euros.

En outre, la proposition du Premier Ministre britannique, Gordon Brown, de nationaliser partiellement le système bancaire pour le recapitaliser se trouve être la stratégie la plus adéquate, et il a été imité par plusieurs pays européens et, postérieurement, par les Etats-Unis, ce qui a placé l'Union Européenne en général et le Royaume-Uni en particulier dans une position de leadership technique et intellectuel dans la réponse face à la crise. Finalement, Gordon Brown et le président français, Nicolas Sarkozy, ont posé la nécessité de convoquer un sommet du G-20 pour chercher une réponse coordonnée et globale à la crise et réformer le système financier international. À cette réunion, qui a eu lieu à Washington le 15 novembre 2008, ont assisté sept pays de l'Union Européenne plus la Commission (les quatre membres permanents du G-20, l'Espagne, la Hollande et la Pologne), ce pourquoi l'Europe a été la région du monde avec une plus grande représentation, tant absolue comme par rapport à son PIB. La même chose est arrivée avec la réunion du G-20 tenue à Londres en avril 2009, où le leadership européen a été, une fois de plus, déterminant.

Matières qui ne sont pas encore réglées

Malgré que la crise ait renforcé le rôle de l'Union Européenne, elle a réussi à mettre en évidence ses faiblesses. Dans un premier temps, à court terme, existe des problèmes de coordination dans la réponse de stimulation fiscale à la crise qui mettent en difficulté la récupération européenne, surtout dans la zone euro. Vu les liens économiques intenses entre les pays membres de la zone euro, l'impact macro-économique d'une stimulation fiscale sera d'autant plus important s'il est coordonné. Comme une partie des frais nationaux servent à réactiver la demande externe par l'intermédiaire d'importations, s'il y a des pays qui n'augmentent pas leur frais, ils profitent d'autres fonds publics de manière opportuniste, comme *free riders*. En plus, d'un point de vue global, il est plus efficace que ce soient les pays avec excédent dans le compte courant, surtout l'Allemagne, qui augmentent dans une plus grande mesure leur frais. Toutefois, l'Allemagne est réticente à conduire la stimulation fiscale, ce qui a produit des problèmes pour les pays avec un plus grand déficit par compte courant.

Pour cette raison, face à la crise sont apparues des voix qui réclament l'extension du budget communautaire ou la création d'un trésor unique pour la zone euro capable de faire la coordination les sauvetages financiers et des entreprises, d'améliorer la coordination de la politique fiscale et éventuellement émettre une dette publique pour toute la zone euro. Les problèmes de cette proposition sont variés. Par exemple, on approfondit le problème du sauvetage (le problème de qui finance le sauvetage d'un pays fiscalement irresponsable et qui porte le plus grand coût de financement de la dette publique propre comme conséquence à cela). D'autre part, on ouvre la question sur l'origine des ressources pour financer cette politique fiscale commune, comment on articulerait un trésor de la zone euro avec le budget du reste de l'Union. Finalement, doit être au moins posée la question de la légitimité de ce trésor dans un contexte d'« euro enthousiasme » inégal entre les citoyens des États membres.

En tout cas, la crise a de nouveau mis en évidence que l'absence de politiques monétaires et d'échange requière une effective coordination des politiques fiscales nationales et l'application choisie de réformes structurelles pour garantir un meilleur fonctionnement du secteur monétaire.

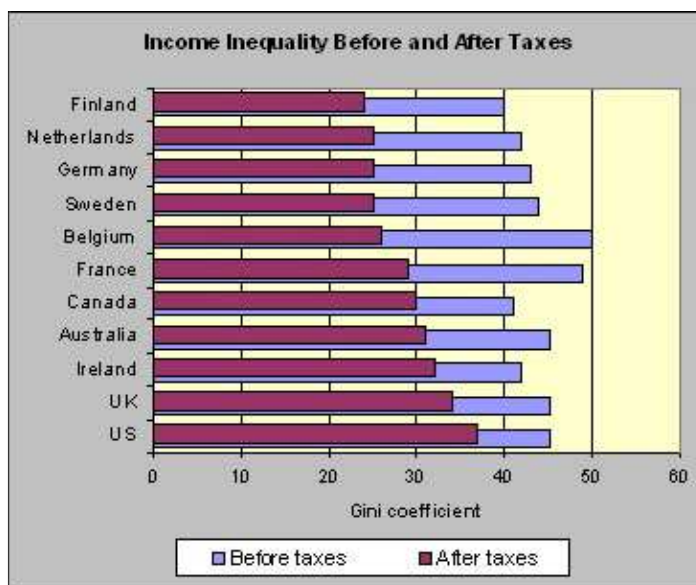
III. La crise et le futur du Modèle Social Européen

Les différents modèles de protection sociale des pays européens partagent certaines caractéristiques qui les différencient de celui des Etats-Unis, et, bien qu'il faille garder à l'esprit qu'on traite de formes de protection très différentes entre elles, on peut dans l'ensemble parler d'un modèle social européen, simplement par comparaison avec les Etats Unis.

Dans un premier temps, il faut souligner une grande égalité de revenu, suite à la collecte d'impôts progressifs par l'État. Les taux d'imposition maximaux sont plus importants en Europe continentale qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, et le résultat est que, dans le premier groupe, la distribution du revenu qui fait apparaître le marché est plus modifiée que dans les deuxièmes.

Deuxièmement, les pays européens (sauf le Royaume-Uni) se caractérisent par une plus grande protection du revenu des personnes qui sont touchées par des éventualités comme le chômage, la maladie, la vieillesse, etc. L'État collecte des impôts progressifs et effectue des transferts monétaires à certains groupes qui ne travaillent pas pour diverses raisons. En définitive, comme l'illustrent les valeurs de l'indice de Gini du tableau 2, les sociétés de l'Europe continentale tendent à montrer une plus petite inégalité du revenu que les Anglo-saxons.

Tableau 2. Niveau d'inégalité du revenu avant et après des impôts



Source : OCDE. Les indicateurs sont calculés pour une année différente dans chaque pays, mais tous correspondent dans la même période 2000-2005.

Dans l'ensemble, ces deux caractéristiques impliquent que la variabilité du revenu (tant entre personnes comme tout au long de la vie d'une personne qui se trouve avec diverses éventualités qu'ils lui empêchent de travailler) est plus petite en Europe qu'aux Etats-Unis.

En troisième lieu, cette plus grande égalité de revenu a un désavantage associé : une grande pression fiscale. Comme montre le tableau 3, la pression fiscale (pourcentage du revenu que les citoyens payent sous la forme d'impôts) aux Etats-Unis est de 36.6%, presque dix points de moins que la moyenne de la zone euro. En outre, dans les pays comme la Suède, le Danemark, la Finlande ou la France la pression fiscale est au-dessus de 50%.

Tableau 3. Pression fiscale, pourcentage des impôts sur le PIB

	1990	1995	2000	2005	2008
Australie	36,2	39,2	35,7	35,7	35,5
Autriche	51,5	56,0	51,4	49,5	48,2
Belgique	51,9	51,4	48,6	49,1	48,9
Canada	48,8	48,5	41,1	39,5	40,0
République Cheque	..	54,4	42,1	44,2	42,4
Danemark	55,9	59,5	53,9	54,0	52,1
Finlande	48,3	59,0	48,8	50,9	50,6
France	49,3	54,4	51,6	53,9	53,0
Allemagne	44,5	48,3	45,1	46,8	45,0
Grèce	50,2	51,0	52,1	47,7	46,9
Hongrie	..	56,9	47,9	50,3	48,8
Islande	41,7	43,0	42,7	45,0	43,2
Irlande	42,9	41,2	31,5	35,8	35,2
Italie	54,4	53,4	46,9	49,2	49,0
Japon	31,8	35,9	38,3	37,4	37,8
Corée	20,0	20,8	23,9	30,9	31,1
Luxembourg	43,3	45,0	38,6	46,1	44,7
Hollande	52,5	49,3	43,4	47,7	46,6
Nouvelle Zélande	53,3	41,9	39,3	37,6	39,0
Norvège	54,0	51,5	42,7	46,1	46,5
Pologne	..	51,3	44,9	42,8	42,4
Portugal	40,6	43,4	43,7	47,6	47,1
République Slovaque	..	46,4	50,9	40,2	39,0
Espagne	42,5	44,1	38,9	38,5	38,7
Suède	61,9	67,7	57,4	57,2	56,3
Suisse	30,0	34,6	33,9	36,9	36,1
Royaume Uni	42,2	45,0	37,5	44,9	45,7
Etats Unis	37,1	37,0	34,2	36,6	36,6
Zone euro	48,0	50,5	46,4	47,9	46,9
Total OCDE	40,2	42,1	39,1	40,9	40,7

Finallement, quelques économies européennes, surtout dans le passé, tendaient à avoir des taux de chômage structurels plus importants que les pays anglo-saxons. Cela répondait au fait que en Europe continentale, les marchés de biens et les facteurs étaient moins flexibles et dynamiques. Toutefois, cet aspect, qui avait été traditionnellement considéré comme la quatrième caractéristique différenciatrice des modèles de protection sociale des deux bords de l'Atlantique, s'est estompé dernièrement dû aux réformes effectuées dans plusieurs pays européens. Ces réformes, qui poursuivent l'objectif connu comme « flexi-sécurité », ont permis de maintenir d'importants niveaux de protection du revenu ainsi qu'une pression fiscale importante, avec un petit coût en termes de chômage, comme c'est indiqué plus bas.

Avant de conclure cette section, il faut indiquer que, malgré ces caractéristiques communes, aujourd'hui on ne parle pas d'un seul modèle social européen, puisque la régulation pour obtenir une plus petite variabilité du revenu des personnes et le financement des systèmes de protection sociale ont de grandes différences et font apparaître des résultats en termes de pression fiscale, taux de chômage et degré de couverture sociale pas du tout dédaignables. Ainsi, en général (et en suivant la terminologie classique d'Esping-Andersen) on décrivait généralement trois modèles paradigmatiques : le libéral (les Etats-Unis et le Royaume-Uni), le conservateur (la France et l'Allemagne) et la Social-démocrate (pays nordiques, surtout la Suède).

Or, comme ces idéaux types ont été posés par Esping-Andersen en 1990, ils doivent aujourd'hui être nuancés. Par exemple, les pays méditerranéens ont augmenté substantiellement leurs niveaux de couverture sociale et des pays comme l'Allemagne, le Danemark ou l'Autriche ont introduit des réformes structurelles qui ont rapproché des parties de leur structure socio-économique du modèle libéral.

De fait, s'avère peut-être utile et opérationnelle la catégorisation de Sapir, selon laquelle il y a quatre modèles, classés ainsi en fonction des résultats que les pays obtiennent en termes d'efficacité et d'équité (tableau 4).

Tableau 4. Typologie des modèles européennes

		Efficience	
		<i>Bas</i>	<i>Haut</i>
Equité	<i>Haut</i>	Continental	Nordique
	<i>Bas</i>	Méditerrané	Anglo-saxon

Source: Sapir, André (2005): GLOBALISATION AND THE REFORM OF EUROPEAN SOCIAL Models. Bruegel Policy Brief.

Selon cette proposition, les modèles nordique et anglo-saxon seraient efficaces pour produire de hauts taux d'activité et d'emploi et, par conséquent, ils seraient les plus durables à long terme. Toutefois, ils se différencieraient dans ce que le nordique a une

plus grande pression fiscale et, par conséquent, il redistribue plus le revenu et génère un résultat plus équitable, tandis que l'anglo-saxon génère plus d'inégalités en ayant moins d'impôts et de plus petites dépenses publiques en transfert destinés à la protection sociale.

D'autre part, les modèles continentaux et méditerranéens auraient de plus grands problèmes de durabilité sur le long terme en n'étant pas capables de produire tant d'activité et d'emplois, mais le continental serait capable de générer de plus grands niveaux d'équité en ayant plus d'instruments redistributifs. Il faut aussi prendre en compte que les pays méditerranéens sont plus pauvres que ceux d'Europe continentale.

Reformes structurelles et flexi-sécurité

Durant les dernières années, on a mis l'accent sur la nécessité d'avancer dans les réformes structurelles pour rendre possible l'amélioration quel que soit le modèle que les citoyens décident de maintenir dans chaque pays. Ce débat a compris la réforme sur les marchés de biens et de services afin de réduire la segmentation des marchés et favoriser la concurrence, l'amélioration des politiques de défense de la concurrence, l'investissement dans le système éducatif, la promotion de centres de recherche d'excellence et la politique d'innovation. L'objectif, encadré dans la Stratégie de Lisbonne, était de parvenir à augmenter le potentiel de croissance de la productivité des économies européennes, qui est systématiquement plus faible que celui des Etats-Unis.

Entre les aspects de l'Agenda de Lisbonne qui ont suscité le plus d'intérêt, se trouve le débat sur la réforme du marché du travail. Dans ce cadre, on opposait traditionnellement aux modèles anglo-saxon (haut niveau d'emploi et beaucoup de dispersion salariale) le continental (petit niveau d'emploi, moindre dispersion salariale et une grande couverture sociale pour les chômeurs). Toutefois, les expériences les plus récentes ont mis en évidence que les pays ne sont pas obligés nécessairement de choisir entre ces deux options.

Le modèle danois de « flexi-sécurité » a montré qu'il est possible de flexibiliser le marché par la baisse du licenciement et la réduction ou l'élimination des cotisations sociales pour créer de l'emploi, tandis qu'il garantit la sécurité du revenu de ceux qui sont temporairement au chômage. Le Danemark a été capable de développer un système qui a pour objet de combiner des marchés de travail flexibles avec une sécurité dans l'obtention de revenus individuels. Le modèle est basé sur trois points fondamentaux : vastes provisions sociales, politiques actives d'emploi et d'éducation et un marché du travail mobile et flexible. Le résultat a été spectaculaire : même en temps de crise le taux de chômage est en dessous de 4%, et le taux d'activité sur le marché du travail atteint 76%. Actuellement, le Danemark jouit d'une économie compétitive, avec un marché du travail dynamique et qui a également augmenté les prestations sociales, prestations financées tant par le plus haut niveau d'emploi que par une pression fiscale importante.

Évidemment, le concept de « flexi-sécurité » doit s'adapter aux caractéristiques, nécessités et culture de travail de chaque pays. Comme dans tant d'autres domaines de l'économie, dans celui-ci il n'existe pas « une prescription unique » miraculeuse.

L'impact de la crise à long terme

La crise financière et la récession économique ont amené les gouvernements européens à augmenter sensiblement leur déficit public et à réaliser de grosses émissions de dettes. Tout cela rendra plus difficile le financement des budgets des pays européens, et par conséquent, il exercera une pression sur le modèle social européen dans le futur. En outre, il est possible que l'augmentation des volumes de dette exerce une pression à la hausse à long terme sur les taux d'intérêt qui rend plus coûteux de financer les programmes sociaux de l'État de Bien-être. Pourraient même se présenter des problèmes d'expulsion de l'investissement privé par la dette publique (crowding out) avec un résultat négatif en termes de potentiel de croissance de la productivité, ce qui à son tour aboutirait à une plus petite collecte fiscale et à de plus mauvaises options de financement de l'État du Bien-être.

Toutefois, cela n'est pas le problème principal auquel vont devoir faire face les pays européens pour continuer à financer leurs modèles de protection sociale. À l'augmentation inattendue de la dette publique provoquée par la crise, il faut ajouter l'augmentation de la dette publique qui pendant la prochaine décennie supposera le départ à la retraite de la génération du baby-boom (ceux nés entre 1945 et 1975).

Ainsi, dans le futur, l'Europe aura une population plus vieillie, moins productive et avec un plus grand taux de retraités par rapport aux actifs, même si l'arrivée d'immigrants augmente. Cela suppose que les pays européens devront faire face à de nouvelles émissions de dette publique pour financer les systèmes de pensions et la santé publique pour une population de plus en plus vieillissante. Tout cela exercera de nouvelles pressions sur le modèle social européen. De fait, comme montre le tableau 5 l'impact fiscal de la crise est minimal quand il est comparé avec les frais que les pays développés (y compris les Etats-Unis et le Japon) devront assumer face au vieillissement de leur population.

Tableau 5. Comparaison des coûts fiscaux de la crise et du vieillissement de la population jusqu'en 2050 (valeur actuelle nette en pourcentage du PBI)



Source : The Economist

Face à cette situation, les sociétés européennes feront de nouveau face à la décision de protéger le revenu des personnes au dépens d'une plus grande pression fiscale et de certaines rigidités sur les marchés, ou accepter un plus grand risque dans les variations du revenu personnel, avec l'avantage d'avoir une moindre pression fiscale et des marchés plus flexibles. Il s'agira, en définitive, d'un choix intrinsèquement politique.

Si les Européens choisissent encore un modèle plus protecteur, ils ratifieront que ce qui les sépare des Américains en termes de conception du contrat social est leur prédisposition à reconnaître le risque auquel font face les individus de percevoir de faibles revenus, chacun des citoyens ne sachant pas à priori s'il devra faire face à certaines éventualités tout au long de sa vie. En définitive, les Européens remettront en évidence qu'ils sont rawlsiens et défavorables au risque. Cette décision devra être prise dans quelques années. Ce qu'a fait la crise financière est d'avancer cet important débat en mettant encore davantage de pression sur les comptes publics de tous les pays européens.

IV. Conclusion

La crise économique internationale frappe gravement les pays de l'Union Européenne. À court terme, il est nécessaire que les autorités mettent en marche des politiques pour diminuer l'impact social de la crise, en utilisant le caractère contre-cyclique de la politique fiscale pour faire des transferts aux groupes plus défavorisés et essayer de compenser la chute de la demande privée avec de l'investissement public.

Toutefois, pour assurer la croissance à long terme et perpétuer le modèle social européen, il est aussi indispensable d'aborder les réformes structurelles qui font partie de l'Agenda de Lisbonne. Paradoxalement, la crise suppose une opportunité pour

avancer dans ces réformes parce que pendant les périodes de stagnation la nécessité de réaliser des politiques qui augmentent la productivité et l'activité est plus manifeste.

De même, les gouvernements européens ont été obligés d'augmenter le déficit et la dette publique pour faire face à la récession. Ces plus hauts niveaux d'endettement, ajoutés à ceux qui, avec certitude, se généreront de la même façon que la population aillent en vieillissant, rouvrira le débat sur la durabilité du modèle social européen dans le long terme.